

P.5

Hervé PIZA pour défendre les intérêts des entreprises en bâtiments et TP



Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent :

P.2

MeToCoB et l'OTR forment les journalistes

La corruption et le blanchiment d'argent sont des fléaux qui impactent négativement l'économie, cette réalité a été démontrée aux professionnels des médias au cours d'un atelier en fin de semaine dernière à Kpalimé....

Football :

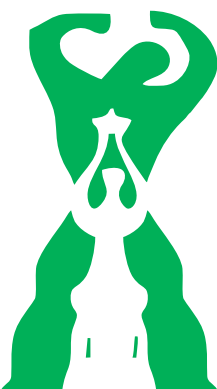
P.7

Les Eperviers du Togo peinent à décoller

Deux matchs autant de défaites, les choses ne s'arrangent pas toujours pour les Eperviers battus au Sénégal et à Lomé respectivement par les Lions de la Teranga et l'équipe namibienne.



P.4 Les députés ont repris leur siège à l'Assemblée nationale



LE

Ni de gauche, ni de droite, même pas du centre.

LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0539 du 08 Septembre 2021 - 250 F CFA / Pdf: 1 €

Session spéciale dialogue social :



Des mesures fortes en faveur de la santé et de l'enseignement **P.5**

La communauté internationale désormais impuissante face aux coups d'Etat en Afrique **P.3**



La 4ème conférence internationale sur les entreprises sociales du Togo et RSE s'ouvre demain

La 4ème conférence internationale sur les entreprises sociales et la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), se tiendra par visioconférence du 09 au 10 Septembre 2021. L'annonce a été faite le jeudi 02 septembre 2021, par le Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, au cours d'une conférence de presse à Lomé.

Ce rendez-vous annuel est placé sous le thème «Entrepreneuriat social : levier d'actions pour dynamiser la création d'emplois dans les collectivités locales». Selon les organisateurs, plus de 2000 participants prendront part à cette rencontre. A travers divers panels prévus, des panélistes du Cameroun, des Etats-Unis, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, de la



Roumanie, d'Haïti et du Togo, vont partager leurs expériences en matière de responsabilité sociale.

Les recommandations issues de cette conférence devront permettre, selon le Ministère du développement à la base, de mettre en place un dispositif d'accompagnement et de développement de l'entrepreneuriat social dans les collectivités territoriales au Togo.

Cette conférence, pour rappel, est organisée par le Ministère togolais du développement à la base, en collaboration avec l'ambassade des Etats Unis d'Amérique et le Groupe Ecobank ETI. Elle réunit des décideurs politiques, des partenaires au développement, des experts et des acteurs de l'Économie sociale et solidaire (ESS).■

Source : autogo.tg

Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent :

MeToCoB et l'OTR forment les journalistes

Suite de la UNE

L'initiative est de l'association des médias togolais contre la corruption et le blanchiment.

En collaboration avec l'office togolais des recettes (OTR), cet atelier vise à outiller les journalistes qui doivent s'investir dans la lutte contre ces phénomènes grâce à la sensibilisation dans les colonnes des

journaux. Cette formation n'est pas la première du genre. Plusieurs autres formations ont été déjà initiées par cette association créée il y a quelques années et qui a fait le pari d'amener les journalistes à lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent. Les participants ont été également sensibilisés sur le civisme fiscal.■

La rédaction



Pharmacies de garde à Lomé

Du 09 au 13 Septembre 2021

JEANNE D'ARC* Près de Marox-Renault-Star.22 22 08 04.90 86 40 51

STE RITA* Doulassamé - Face Hôtel SANA.96 80 09 70.90 05 09 74

CRISTAL* Boulevard Houphët-Boihny.22 20 90 91.97 07 12 32

PORT* Face Hôtel Sarakawa.22 27 61 88.70 41 54 53

EMMANUEL* 637 AV DUISBURG Face MIVIP Kocroviako é.22 21 30 98.90 09 94 03

AVE MARIA* Face ENSF (Ecole Nationale des Sages Femmes= près du CHU Tokoin.22 22 33 01

GBOSSIME* Non loin du marché de Gbossimé sur le Bd de la KARA.22 22 50 50.92 47 61 21

AMITIE* 72 Av. des Hydrocarbures SOTED). 22 21 74 47.70 25 02 57

LA PROSPERITE* Bd Eyadéma entre l'immeuble EDA OBA et la Direction Police Judiciaire (DPJ).22 22 06 22.70 44 86 96

GBEZE* Boulevard Jean Paul II.22 26 32 61

BAH* Face EPP Hédzranawé.22 26 03 20.90 55 79 59

St PIERRE* Sa boville Hédzranawé. Boulevard Haho.22 26 19 73.70 43 26 67

PEUPLE* Marché NUKAFU. 22 26 84 22

DEO GRATIAS* Rue Notre Dame de la Miséricorde KEGUE DINGBLE.96 80 08 93.96 28 57 13

UNION* Bd Malfakassa, face crèmerie BAMUDAS - BE KPOTA.22 27 71 64.96 32 97 26

O GRAIN D'OR* Carrefour Zorrobar,

Grand contournement.22 70 06 9070 59 09 53

CITE* Bd. du 30 Août.22 25 01 25.99 08 15 35

BESDA* Adidogomé-Aménopé, Route de Kpalimé.22 51 05 29.70 42 68 25

CONSEIL* Carrefour du CEG Sagbado Logoté93 10 92 92.96 80 21 37

EPIPHANIA* Rue de La Pampa, Carrefour AGBEMADON, ADIDOGOME. 70 40 10 52.96 80 10 04

POINT E* 506, rue 129 Aflao Gakli à Djidjolé dans le von de la pharmacie Djidjolé.22 25 64 80.90 37 45 96

CONFIANCE* Face GTA.22 42 43 81.91 01 33 38

DELALI* En face de l'hôpital de Cacavéli.93 64 53 72.96 32 97 54

NATION* Face ancien Marché TOTSI.22 25 99 65.96 80 09 47

LAUS DEO* Rte de Léo 2000, face Clinique Besthesda - quartier Adidoadin. 22 25 15 05.93 00 65 75

VITAFLORE* Agoè Vakpossito à 100 m de la station Shell Agoè Vakpossito.70 40 22 86

MAINA* Avédji à 500m du Carrefour Y sur la voie expresse non loin du Centre Médico chirurgical Source de Vie.70 43 65 34. 96 80 10 15

EL-SHAMMAH* Sise à Amadahomé à côté de la Maison des Jeunes. 70 43 25 85

APOU ANTOINE* Boulevard Lycée Agoè-Nyivé - Agoè-Assiyé.70 41 36 12.96 67 59 50

CHARITÉ* A côté du CEG d'Agoè-Nyivé. 22 25 12 60.90 65 21 90

EMMAÛS* Sur la route de Mission Tové à côté du Bar Solidarité.70 40 25 40.96 80 09 12

SATIS* Près du CEG Koshigan, Agoè-Logopé, Rue de 50m. 70 44 85 17 28.70 41 44 13

M'BA* Agoè-Légbassito. Rte de Mission

Tové, 300 mètres après le marché de Légbassito.70 27 81 81

ADONAI* Face Hôtel la Plantation à Agoè-Nyivé.22 50 04 05

TAKOE* Avant la station CAP ESSO de Zongo (côté opposé).70 45 62 17.96 80 09 77

AMEN* Marché Adétikopé, près de

l'Eglise Catholique Christ-Roi.90 88 55 88.97 18 02 02

ZOSSIME* Zossimé, sur la route de Sanguéra près du marché de Zossimé.99 99 80 75.70 46 26 64

ST PHILIPPE* Sanguéra, Route Lomé KpaliméStation service OANDO.90 67 33 24.99 99 80 04

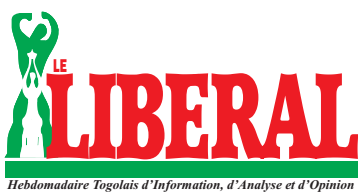
HYGEA* Face Lycée publique de

Baguida sur la rte d'Afanoukopé. 99 27 36 36

LE DESTIN* A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida.70 41 15 41

RDS souhaite une Prompte guérison aux patients.

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice

Alain TCHEDRE

Prosper AWIH

Dick MESSAN (Stagiaire)

Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,

Agoè Démakpoé, non loin des rails

Tél: +228 90 15 87 53

+228 22 42 83 46

13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

Le Programme SEUIL Togo entre dans sa phase opérationnelle

Le Programme Seuil Togo qui a pour objectif de permettre la stimulation de la croissance économique et réduire la pauvreté grâce à des réformes dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et le secteur du foncier pour accélérer la productivité agricole sera mis en œuvre sur une période de quatre ans. Pour rendre opérationnelles ses activités, le gouvernement togolais et l'agence américaine de la Millennium Challenge Corporation (MCC) ont lancé ce 02 septembre à Lomé, le démarrage de ses activités. Cette cérémonie fait suite à celle ayant marqué l'entrée en vigueur de l'accord de don d'une valeur de trente cinq (35) millions de dollars du programme, tenue le 27 novembre 2020.

Il est à noter que ce programme comporte deux volets. Celui de la réforme des technologies de l'information et de la communication qui vise à améliorer l'efficacité des entreprises, la productivité, les investissements et la croissance grâce à un accès amélioré aux services des TIC de haute qualité à un coût raisonnable au Togo. Le second volet concerne le projet de réforme foncière pour accélérer la productivité agricole qui a pour objectif d'améliorer la sécurité du régime foncier pour accroître les investissements dans le secteur agricole.

Ce programme s'arrime à la nouvelle feuille de route gouvernementale 2021-2025 qui tient de la déclaration de politique générale du gouvernement. Elle se décline en trois axes à savoir: renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix, dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie et de moderniser le pays et renforcer ses infrastructures.

A l'issue de cette rencontre l'organisme de mise en œuvre du millenium challenge account a été installé. Cette unité de gestion de l'OMCA- Togo a pour mission principale d'assurer la coordination du programme et des projets conformément aux engagements pris et inscrits dans l'accord de don. Elle sert d'interlocutrice principale exécutive et opérationnelle au nom du

gouvernement togolais dans ses rapports avec la Millennium Challenge Corporation (MCC).

Pour le directeur général de l'Organisme du Millenium Challenge Account-Togo, Mme BOUGONOU N'gname Jeanne le programme SEUIL est un programme d'entrée du mécanisme d'octroi d'aide au développement du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Il a pour but global d'aider le Togo à devenir éligible au Programme Compact du Millenium Challenge Corporation en appuyant la mise en œuvre des réformes institutionnelles et politiques importantes afin de remédier aux contraintes majeures liées à la croissance économique au Togo. L'appropriation, la participation, l'inclusion, la responsabilité mutuelle, la gestion axée sur les résultats

sont les gages de la réussite de ce programme a-t-elle déclaré.

Le coordonnateur de la cellule MCA-Togo, M. Stanislas BABA a expliqué que cette cérémonie consacre également tout le travail des différents départements ministériels et des comités sectoriels MCA afin de faire le suivi des réformes dans les domaines de la gouvernance, de la liberté économique et de l'investissement dans le capital humain. Ce travail efficace selon lui, contribue à l'amélioration constante de la performance de notre pays dans les évaluations des institutions de notation, y compris le MCC. Il a fait savoir que sous les orientations du président de la république, le gouvernement s'est engagé dans un vaste programme de réformes dans les secteurs stratégiques, notamment les



infrastructures du Togo un pays en paix, une économie, la lutte contre la corruption, les libertés publiques, politiques, la modernisation de la justice, la digitalisation des services. Ces réformes ont permis au Togo de passer de sept indicateurs en 2015 à quinze indicateurs en 2021 sur la carte des scores de la MCC. Nous nourrissons l'espoir que le Togo sera sans aucun doute sélectionné dans les prochaines sessions du Conseil d'administration de la MCC pour bénéficier du programme compact a souhaité le coordonnateur.

Présidant la cérémonie de lancement, le ministre de l'économie et des finances Sani Yaya, a souligné que ce programme vient à point nommé au moment où le gouvernement a adopté de nouvelles priorités contenues dans la feuille de route gouvernementale pour la période 2020-2025 avec pour vision de « faire

du Togo un pays en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable ». Il a réitéré l'engagement du gouvernement, d'une part à mettre en œuvre avec succès le programme SEUIL et d'autre part à poursuivre la dynamique des réformes. Organisme gouvernemental des États-Unis d'Amérique, le MCC est une initiative du président Georges Bush, consacrée en 2004 par une loi du congrès américain. Les domaines d'intervention du MCC sont variés et couvrent les infrastructures, les secteurs sociaux, le secteur productif, notamment l'agriculture et l'irrigation, le transport, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, la santé, la lutte contre la corruption, les droits fonciers, l'éducation, les finances, le développement des entreprises, les réformes de politique.■

RT

La communauté internationale désormais impuissante face aux coups d'Etat en Afrique

De Bamako à Conakry en passant par N'djamena, les hommes en treillis font la loi et règnent en maître après des coups d'Etat qui ont eu raison respectivement des régimes d'Ibrahim Boubakar Keita, de Alpha Condé et dans une certaine mesure, celui Idriss Deby Itno dont la mort sur un champ de bataille demeure toujours un mystère non élucidé.

Engagés sur le terrain démocratique depuis les années 90 avec à la clé des élections organisées, plusieurs pays africains ont connu des renversements de régime par la



force remettant en cause les acquis démocratiques. Si la communauté internationale a réussi à exiger le retour à l'ordre constitutionnel dans certains pays, elle se montre impuissante ces derniers temps. Le cas malien, et celui de la Guinée où le coup d'Etat est désormais consommé sont la preuve que les

condamnations de l'ONU, de l'Union européenne, de l'Union africaine de la CEDEAO et bien d'autres organisations ne sont que de l'eau versée sur le dos du canard. Les condamnations du bout des lèvres sonnent-elles le retour des coups d'Etats qui étaient à la mode au lendemain des indépendances sur le continent noir ?

En tout cas, les putschistes de ces derniers temps ne semblent nullement inquiétés et jouissent dans la plupart des cas d'une popularité au sein des populations. Il faut dire que depuis 2008 le continent a connu 9 putschs■

Fab

Les députés ont repris leur siège à l'Assemblée nationale

La deuxième Vice-Présidente, Ibrahima Mémounatou, a procédé hier mardi au siège de l'hémicycle, au nom de la Présidente de l'Assemblée nationale, à l'ouverture solennelle de la deuxième session ordinaire de l'année 2021, conformément aux dispositions de l'article 55 alinéa 3 de la Constitution.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre chargé des relations avec les institutions de la République, des anciens présidents de l'Assemblée nationale, des anciens premiers ministres, des présidents des institutions de la République, des membres du gouvernement, des représentants du corps diplomatique accrédités au Togo et plusieurs invités de marque.

Après 2 mois d'intersession au cours de laquelle la proximité avec les populations a été vivante et enrichissante, les députés de la VIème législature sont de retour à l'hémicycle. Au menu de cette session, des commissions permanentes ont déjà déposé les rapports d'étude de treize (13) projets de loi. Par ailleurs, dix (10) projets de loi sont aussi

affectés à des commissions pour examen.

J'exprime la satisfaction de la Représentation nationale pour le cadre de collaboration avec l'équipe gouvernementale. Je ne doute point que, durant cette nouvelle session, nous allons ensemble poursuivre et renforcer cette collaboration institutionnelle en vue de l'atteinte des objectifs communs. Cette session s'ouvre dans un contexte mondial où tous les pays luttent contre la vague la plus grave du Corona virus que nous ayons connue jusqu'ici. Les gouvernants, de par le monde, s'activent intensément pour contenir des prorogations exponentielles. Les parlements de leur côté continuent de contrôler les mesures d'exception prises et d'évaluer la gestion

gouvernementale de la crise sanitaire. Comme partout, notre pays le Togo est, ces derniers jours, confronté à de nouvelles contaminations. Il m'incombe ici, au nom de la Représentation nationale, de rendre un hommage mérité à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République, pour les mesures les plus opérantes prises dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire afin de renforcer la résilience des populations et relancer l'économie nationale.

Les élus du peuple se réjouissent donc des nouvelles dispositions sociales prises notamment la gratuité des frais d'inscription et de scolarité dans les écoles publiques à travers tout le pays pour l'année scolaire 2021-2022 et la prise en charge de la



tranche sociale des factures d'eau et d'électricité pour le mois d'août 2021. La Représentation nationale s'honore de la mise en place de toutes ces mesures qui confortent, aujourd'hui, la marche de notre pays vers la noble vision d'inclusion sociale et de développement durable du Président de la République.

L'ordre du jour de notre session, dite budgétaire, appelle à notre sens élevé de sincérité et de responsabilité. Il sera principalement marqué par l'examen et le vote de la loi de finances, exercice 2022.

Il nous faut explorer des pistes pour doter notre pays d'un budget visant prioritairement à lutter contre la COVID tout en soutenant la relance de

l'économie et la création de plus d'emplois, gage de la prospérité pour les Togolaises et les Togolais. L'objectif est à la fois de répondre aux besoins urgents

d'aujourd'hui et de bâtir la cité à long terme" a déclaré Ibrahima Mémounatou, deuxième Vice-Présidente de l'Assemblée nationale.

La deuxième Vice-Présidente a, en outre, invité tous les parlementaires à maintenir, mieux à œuvrer davantage pour relever la performance de la production législative. Elle les a également exhortés à fédérer les énergies pour atténuer les dissensions et créer, au sein de l'hémicycle, une synergie parlementaire fraternelle et ambitieuse qui servira les intérêts de notre Togo et de son Peuple.

Cette deuxième session ordinaire de l'année 2021 va durer quatre (4) mois.■

Source : www.assemblee-nationale.tg

Enseignement : Des efforts pour améliorer le système éducatif

Depuis quelques années, le Gouvernement togolais à travers le ministère des enseignements primaire et secondaire ne cesse de multiplier les initiatives pour améliorer le système éducatif. Des efforts salués par les partenaires techniques et financiers du Togo, prêts à soutenir les efforts du Gouvernement. La semaine dernière, c'est la Banque mondiale qui a approuvé un financement de plus de 33 milliards de francs CFA en faveur du Togo en guise d'un appui significatif pour l'amélioration de son système éducatif.

En raison de la suppression des frais de scolarité pour le compte de cette nouvelle année scolaire, la prochaine rentrée s'annonce explosive dans les établissements publics. En prélude à cette rentrée scolaire qui s'annonce le 20 septembre prochain, les autorités togolaises s'activent pour trouver des financements en vue de répondre aux difficultés du secteur. En effet, conscient que le secteur n'a pas fini de régler les problèmes majeurs auxquels il est confronté, le Gouvernement fait des efforts chaque année pour renforcer le personnel enseignant et construire de nouvelles salles de classes. Ceci, pour répondre aux nouvelles sollicitations de

places de la part des apprenants. Naturellement, cette situation entraîne des coûts supplémentaires. Et le pays veut s'appuyer sur ses partenaires en développement pour y faire face.

La semaine dernière, la Banque mondiale a approuvé un financement de 60,1 millions de dollars soit un peu plus de 33 milliards de nos francs de l'Association internationale de développement (IDA) et du Partenariat Mondial pour l'Education en vue d'aider le Gouvernement togolais à assurer la qualité de son enseignement et un accès équitable à l'éducation de base. Ce financement qui sera octroyé à travers un projet,

permettra de soutenir la mise en œuvre du Plan sectoriel décennal (2020-2030) du Gouvernement pour l'éducation. L'enveloppe servira concrètement à construire de nouvelles salles de classes au primaire et au secondaire, à former les enseignants et à reformer les curricula, à revoir la politique des manuels scolaires et à instaurer un programme de subvention basée sur la performance. Le projet fera également la promotion de la scolarisation des filles et du numérique. « Ce financement contribuera à la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale en soutenant les projets prioritaires visant à augmenter les capacités

d'accueil scolaire et à améliorer la qualité de l'enseignement ; ceci afin de renforcer l'indice du capital humain du pays » a déclaré la représentante résidente de la Banque, Hawa Cissé Wagué.

En effet, malgré une scolarisation en constante progression ces dernières années au Togo, le secteur de l'éducation reste confronté à d'importants défis majeurs notamment en termes de la qualité de l'enseignement, de la compétence des enseignants, de l'introduction du numérique dans l'enseignement, de la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement primaire et

secondaire, sans oublier l'épineux problème des capacités d'accueil dans les établissements scolaires. Pour cette rentrée scolaire qui s'annonce dans les prochains jours, les établissements publics seront plus encore confrontés au problème d'insuffisance des salles de classe en raison de la suppression (pour le compte de cette année) des frais de scolarité.

Pour répondre efficacement à toutes ces difficultés, le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, a plaidé lors de son séjour à Londres à l'occasion du sommet mondial sur l'éducation, pour plus d'investissements dans le secteur de l'éducation. On espère que d'autres partenaires viendront soutenir les actions du Gouvernement dans le secteur de l'éducation.■

Roger GBESSIA

Hervé PIZA pour défendre les intérêts des entreprises en bâtiments et TP

Le Syndicat National des Entreprises en Bâtiments et Travaux Publics du Togo (SNEBTPT) a porté à sa tête M. A. Hervé PIZA comme son président. Il est élu à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire élective de ce syndicat qui s'est tenue le vendredi 03 août à Lomé.

Le bureau est composé de 9 membres pour un mandat de 5 ans renouvelable. Après l'installation de ce bureau un document stratégique d'orientation sera élaboré pour servir de feuille de route de l'équipe. L'exécution des tâches contenues dans ladite feuille de route sera sanctionnée par la publication périodique d'un livre blanc en vue d'informer chaque membre et recueillir les avis pour des recordages sinécessaire.

Le président du SNEBTPT M. PIZA A. Hervé a indiqué

qu'une nouvelle donne s'est installée et les entrepreneurs ne doivent pas être en marge de cette évolution. Un changement de paradigme s'impose au sein de leur corporation afin de répondre effectivement aux exigences du temps. Bientôt, a-t-il poursuivi, l'architecture internationale et surtout sous-régionale totalement et la zone UEMOA sera uniformisée et l'accessibilité des marchés dans tous les pays membres sera possible.

Cette nouvelle situation qui se profile à l'horizon exigera

aux entreprises de notre syndicat d'être capables de répondre à tous les types de marché, quelle que soient leurs tailles et leurs enveloppes a déclaré le président. Il a donc invité ses collègues à mutualiser leurs moyens et ressources pour un meilleur impact sur l'avenir de leur métier. M. PIZA a précisé que leur vision répond à la volonté du chef de l'Etat de voir s'émerger au Togo des capitaines d'industries. Pour se faire, son bureau compte s'approcher des syndicats



frères de la sous-région et même au-delà en vue de nouer des jumelages qui leur permettront, non seulement de s'inspirer des bonnes pratiques d'ailleurs, mais aussi de se préparer à pouvoir répondre en groupements internationaux, à des appels d'offres.

Créé depuis 2005 le Syndicat

National des Entreprises en Bâtiments et Travaux Publics du Togo (SNEBTPT) œuvre essentiellement pour le respect des droits de se syndiquer et permettre à certains d'entre eux de parfaire leur formation pour mieux répondre à la demande du marché.■

Raul T.

Session spéciale dialogue social :

Des mesures fortes en faveur de la santé et de l'enseignement

Il s'est tenu hier mardi 7 septembre à Lomé, une session spéciale du Conseil National du Dialogue Social (CNDS) à laquelle ont participé le Gouvernement (représenté par huit ministres) et les partenaires sociaux. A la fin des travaux, une batterie de mesures et de dispositions sont prises et seront mises en œuvre dans le souci de favoriser la préservation d'un climat social apaisé et de promouvoir la cohésion sociale. En prélude à la prochaine rentrée scolaire et compte tenu des derniers mouvements d'humeur dans le secteur de la santé, ces mesures et dispositions couvrent en grande partie les secteurs de la santé et de l'éducation tout en prenant en compte d'autres préoccupations exprimées par les organisations syndicales des travailleurs.

Dans le secteur de la santé, il a été décidé que les résultats du dernier concours de recrutement du personnel médical, paramédical, et administratif soient proclamés au cours de cette semaine. Parallèlement à cela, le Gouvernement s'est engagé à poursuivre les discussions avec le collectif des syndicats de la santé afin de répondre aux besoins prioritaires en personnels et de résorber de manière progressive le déficit en personnel soignant. Le Gouvernement s'est aussi engagé à examiner à travers des concertations entre les ministères chargés des finances et de la santé ainsi qu'avec la Coordination Nationale de Gestion de la Riposte à la Covid-19, la question des arriérés au personnel des équipes de prélèvement et d'intervention rapide, et à procéder à la mise en place d'un nouveau dispositif en la matière.

Sur la question concernant la

dotation des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) en scanners, il est prévu cette semaine même une rencontre entre le ministre de la santé et le collectif des syndicats de la santé afin d'échanger sur le projet d'acquisition et de mise en place de ces importants équipements, ceci en privilégiant l'approche partenariat public-privé.

Concernant le statut particulier du personnel de la santé ou la question de la mise en place d'une fonction publique hospitalière, il a été convenu que le sujet soit examiné de manière approfondie à l'issue de la refonte du statut général de la fonction publique, dont le processus est déjà amorcé.

En ce qui concerne les préoccupations liées aux personnels contractuels, notamment ceux émargeant sur les budgets COGES, le Gouvernement procèdera dans les meilleurs délais à une revue complète des textes relatifs à

l'autonomie de gestion des structures de santé et prendra des mesures idoines pour résoudre durablement les difficultés observées.

Sur le point lié aux arriérés de l'Etat dans le cadre de sa contribution aux hôpitaux publics pour la mise en œuvre du projet CARMA, le Gouvernement devra examiner dans les meilleurs délais les préoccupations exprimées et prendra les mesures appropriées en liaison avec les structures concernées.

Concernant l'audit de la contractualisation, le Gouvernement réaffirme sa volonté à poursuivre les démarches déjà entreprises dans ce sens en vue du recrutement d'experts internationaux pour une évaluation externe, afin d'en identifier les forces, les faiblesses et insuffisances avant l'extension à d'autres centres de santé.

Dans le secteur de l'éducation, il a été décidé de proclamer

dans les prochains jours les résultats du dernier concours de recrutement de fonctionnaires enseignants et de conseillers d'orientation, afin de permettre l'imprégnation et la formation sommaire des admissibles avant leur affectation et leur déploiement sur le terrain.

Il est également prévu dès cette semaine dans les agences de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), le démarrage de la seconde phase du remboursement des prélèvements opérés sur les émoluments des enseignants auxiliaires avant leur reversement dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

Pour les primes spéciales ou ponctuelles, le Gouvernement promet d'examiner et d'opérationnaliser toutes mesures relatives aux primes ou aux revalorisations salariales de manière plus globale à l'issue de la refonte du statut général de la fonction

publique.

En dehors des mesures et dispositions prises dans les secteurs cruciaux de la santé et de l'éducation, le Gouvernement s'est montré réceptif par rapport aux autres préoccupations exprimées par les organisations syndicales des travailleurs. Ainsi, l'exécutif togolais a pris la décision de mettre en place à compter du 1er janvier 2020, un nouveau système d'allocation de départ à la retraite pour les fonctionnaires, équivalent à trois mois de leur salaire. En outre, pour les fonctionnaires admis à la retraite pendant la période de suspension des dispositions de la loi n°91-11 du 23 mai 1991, un geste exceptionnel sera fait en leur faveur.

Pour le Gouvernement, toutes ces mesures prises visent à dénouer la situation de tensions ou de crises sociales et à apaiser le climat social et de promouvoir la cohésion sociale. « Je voudrais souligner que le Chef de l'Etat a décidé dans le cadre de son mandat actuel d'imprimer à son action une approche concertée. L'objectif c'est à la fois de permettre à toutes les composantes de la société

Suite à la page 7



COMMUNIQUE

RELATIF A LA DELIVRANCE DES DOCUMENTS FISCAUX

L'Office Togolais des Recettes informe les contribuables et ses partenaires, du rétablissement de ses services de délivrance des documents fiscaux après quelques heures de perturbations enregistrées. Ces perturbations dues à une panne technique ont également affecté le bon fonctionnement du Centre de Formalités des Entreprises dont les prestations ont effectivement repris dans la matinée de ce mardi 27 juillet 2021. L'Office Togolais des Recettes présente ses excuses à tous ses usagers pour les éventuels désagréments subis et les rassure de la fluidité de toutes ses prestations.

Fait à Lomé, le 27 juillet 2021
Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

8201

www.otr.tg

+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Il est institué pour les **commandes publiques**, un **quitus fiscal** et une **attestation de régularité fiscale**.
Ces actes sont **exceptionnellement** soumis à l'apposition d'un **timbre fiscal de 500F**.



La Solution Automatisée de Marquage (SAM) protège les consommateurs contre les produits contrefaits.

Office Togolais des Recettes - OTR

Canal OTR

+228 90 99 41 01

8201

Office Togolais des Recettes - OTR

Canal OTR

+228 90 99 41 01

8201

TOGOCOM soutient ses partenaires distributeurs et grossistes à travers un programme de développement innovant

Dans la perspective de réaffirmer le changement amorcé, de renforcer sa notoriété et de soutenir davantage les acteurs de la chaîne de distribution des produits et services, TOGOCOM a mis en place un programme de développement innovant qui permet de primer les grossistes/distributeurs les plus performants. L'objectif de ce programme est d'accompagner les partenaires grossistes exclusifs dans le financement de l'achat de matériels destinés à l'activité de distribution.



Ce programme de développement permet d'abord de valoriser tous les partenaires grossistes sur lesquels TOGOCOM s'appuie pour rendre disponible les produits et services auprès de la population même dans les zones les plus reculées. Cette initiative dénote ensuite de l'engagement de TOGOCOM vis-à-vis de ses partenaires grossistes tout en contribuant activement au développement et au renforcement de ces entreprises partenaires, acteurs clés de la chaîne de distribution. Ainsi donc, TOGOCOM participe à l'achat d'équipements en vue de relever le niveau de professionnalisme dans l'exécution des activités des grossistes sur le terrain en mettant à leur disposition des matériels divers. Pour cette première phase de remise de matériels, TOGOCOM a récompensé treize (13) partenaires grossistes qui ont relevé le défi et reçu leurs lots respectifs le 19 août 2021 dernier dans les jardins du siège de l'opérateur en présence de Monsieur Tarik BOUDIAF, le CCO du groupe TOGOCOM. Pour le CCO, la mise en place de ce programme illustre également la volonté du Top Management de donner réellement une place de choix aux partenaires grossistes dans la politique commerciale de TOGOCOM. Cet engouement des partenaires grossistes

démontre leur adhésion et leur engagement à collaborer avec TOGOCOM dans sa démarche de se rapprocher davantage de la clientèle et d'améliorer les performances tout en relevant le niveau de professionnalisme dans la prise en charge des

attentes de cette dernière. Les partenaires dans l'ensemble ont témoigné leur reconnaissance à l'endroit de TOGOCOM qui a apporté une innovation, une première dans l'histoire de TOGOCOM et dans le secteur télécom au Togo. Cette initiative sera davantage développée et s'étendra à plusieurs autres acteurs pour le grand bonheur de tous les clients et partenaires de vente. TOGOCOM poursuit ainsi sa vision de mise en place d'une nouvelle stratégie de distribution consistant à renforcer le rôle et



l'engagement des grossistes avec pour finalité la satisfaction du client sur l'ensemble du territoire national pour une meilleure accessibilité des produits et services TOGOCOM. Comme l'a souligné Monsieur Tarik BOUDIAF, CCO du groupe TOGOCOM. « L'innovation et l'accessibilité de nos produits et services pour toute la population togolaise s'inscrivent dans la mission de TOGOCOM en vue

d'impacter positivement le quotidien de millions de togolais. L'engagement pris par les principaux acteurs du réseau de distribution des produits et services de TOGOCOM à travers cette forte participation au challenge témoigne manifestement de leur adhésion à notre volonté de mettre le client au cœur de la chaîne de distribution pour mieux le servir où qu'il se trouve sur le territoire togolais. ■

Session spéciale dialogue social :

Des mesures fortes en faveur de la santé et de l'enseignement

Suite de la page 5

togolaise, qu'il s'agisse des partis politiques, qu'il s'agisse des partenaires sociaux de pouvoir apporter leurs contributions à la marche de l'Etat. C'est dans ce sens que le Gouvernement avec une forte délégation de huit membres dont le ministre de l'économie et des finances, le ministre du commerce, le garde des sceaux, le ministre des enseignements primaires et secondaires, le ministre de la santé, le ministre de la communication, la ministre déléguée chargée de l'accès universel aux soins et nous-mêmes, nous venons de prendre part à une session spéciale du conseil national du dialogue social. Alors cette session était destinée à examiner de manière globale les situations dans les secteurs sociaux de la santé et de l'éducation mais également à nous permettre d'aborder les autres préoccupations exprimées par les

organisations syndicales. Vous savez qu'il y a quelques jours, il y a eu quelques tensions et remous dans le secteur de la santé. Un collectif des syndicats du secteur de la santé ayant exprimé un certain nombre de revendications qui les a entraînés à vouloir entrer dans les sitting. Nous sommes également à quelques semaines de la rentrée scolaire 2021-2022 et le souci du Gouvernement c'est de veiller en concertation avec les partenaires sociaux et l'ensemble des acteurs de notre système éducatif à œuvrer pour une rentrée sereine et naturellement pour le déroulement apaisé des activités scolaires et pédagogiques.... » a fait noter Gilbert Bawara, ministre de la fonction publique et chef de la délégation du Gouvernement.

Du côté des organisations syndicales, l'on se réjouit de l'atmosphère qui a prévalu durant les discussions et de l'esprit

d'écoute affiché par le Gouvernement tout en restant prudent et vigilant pour la concrétisation des engagements « Nous sommes ravis des échanges que nous avons eus avec le Gouvernement mais nous attendons qu'il respecte d'abord ses promesses pour qu'on soit satisfait... » a indiqué Adji Koffi Guezo, Secrétaire Général du groupe des Syndicats autonomes.

Notons que par ailleurs, le Gouvernement a profité de cette session spéciale pour déplorer l'absentéisme, le manque d'assiduité et la faible qualité de l'accueil et des services notamment dans les centres de santé. Il déplore également les agissements et comportements indécents de la part de certains enseignants et personnels d'encadrement qui traduisent le non-respect de la déontologie et des règles éthiques. ■

Roger GBESSIA

Les Eperviers du Togo peinent à décoller

Deux matchs autant de défaites, les choses ne s'arrangent pas toujours pour les Eperviers battus au Sénégal et à Lomé respectivement par les Lions de la Teranga et l'équipe namibienne.

Ces deux défaites de l'équipe togolaise engagée pour la prochaine

coupe du monde de football relance le débat sur l'équipe qui traîne toujours de nombreuses lacunes malgré le changement d'entraîneur. Éliminés pour la prochaine CAN au Cameroun, les poulains de Paolo Duarte ne seront au Qatar en 2022 pour la coupe du monde. Le Togo partage le même groupe que le



Congo, le Sénégal et la Namibie. ■

La rédaction



ON VOUS EN OFFRE TOUJOURS PLUS!

F1 MAX

KIT 4G+ + 4Go

~~38 400~~ ^{FCFA} Valable 7jrs

29 000 ^{FCFA}

4G



4G



PROMO PROROGÉE JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

EGO+

KIT 4G+ + 4Go

~~65 000~~ ^{FCFA} Valable 7jrs

45 000 ^{FCFA}

Disponible en Agence dans la limite des stocks disponibles
 Bonus 4Go valable 7 jours.
 Offre valable du 01 au 30 Septembre 2021

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg







PAYEZ VOS FACTURES, CEET, TDE ET BIEN PLUS SANS VOUS DÉPLACER !



TAPEZ VITE

***145#**

Distributeur Officiel BTCL en Mobile Money
 TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg



